



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 21 DEC. 2022

**mettant en demeure la société SAPPE à Strasbourg, de respecter
des prescriptions relatives à l'aménagement et à l'exploitation
de ses installations du 2 rue de Sète à Strasbourg**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019 pris en application du titre I^{er} livre V du code de l'environnement, autorisant la société SAPPE à exploiter un centre de regroupement, tri, transit de déchets non dangereux et dangereux à Strasbourg, notamment ses articles 1.1.3, 1.3.2, 7.2.3.1, 7.3.2 et 9.3.1.1 ;
- VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 15 novembre 2022 des installations de la société SAPPE ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 15 novembre 2022, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 1.1.3 de l'arrêté du 12 septembre 2019, 8 270 tonnes de terres polluées, réceptionnées en qualité de déchets non dangereux non inertes, sont stockées sur le site et qu'à raison d'une densité des terres comprise entre 1 et 2, ce stockage dépasse la limite maximale de 2 400 m³ autorisée ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 15 novembre 2022, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019, les garanties financières ne sont pas constituées, aucun justificatif n'ayant pu être présenté par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 15 novembre 2022, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 7.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019, un tas de terre occupe une partie de l'aire devant rester accessible en permanence aux services de secours afin d'utiliser le bassin Gaston Haelling comme réserve incendie ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 15 novembre 2022, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019, la vanne d'isolement des eaux polluées n'est pas signalée ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 15 novembre 2022, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 9.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019, les mesures semestrielles de surveillance de la qualité de l'air ne sont pas réalisées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements,*

opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, le rapport susvisé de l'inspection des installations classées ainsi que le projet d'arrêté de mise en demeure ont été transmis à l'exploitant et qu'un délai de quinze jours lui a été accordé pour faire valoir ses observations ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue du délai mentionné ci-dessus, l'exploitant n'a pas formulé d'observation ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société SAPPE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 2 rue de Sète à 67100 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 1.1.3, 1.3.2, 7.2.3.1, 7.3.2 et 9.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019 susvisé, reprises ci-après :

Article 1.1.3 :

Les quantités maximales instantanées de chaque catégorie de déchet présent sur site sont :

[...]

Déchets non dangereux non inertes : 2 400 m³

[...]

Article 1.3.2 :

Dès la mise en activité de l'installation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières. [...]

Article 7.2.3.1 :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

[...]

- une aire accessible en permanence permet également d'utiliser le bassin Gaston Haelling comme réserve incendie

[...]

Article 7.3.2 :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement [...]

Les dispositifs correspondants sont [...] signalés [...]

Article 9.3.1.1 :

[...]

Un état initial est réalisé avant l'entrée de déchets sur le site. Après cet état initial et la première admission de terres polluées, les mesures sont semestrielles.

Les paramètres de la surveillance sont :

- le benzène (CAS 71-43-2) ;*
- le toluène, (CAS 108-88-3) ;*
- l'éthylbenzène, (CAS 100-41-4) ;*
- les xylènes (CAS 1330-20-7) ;*
- le tétrachloroéthylène, (CAS 127-18-4) ;*
- le trichloroéthylène, (CAS 79-01-6) ;*
- le chlorure de vinyle (CAS 75-01-4) ;*

- le benzo(a)pyrène, (CAS 50-32-8) ;
- le naphthalène (CAS 91-20-3) ;

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAPPE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe



Myriam LEHEILLEIX

